



ASSEMBLÉE NATIONALE

10ème législature

APL

Question écrite n° 8520

Texte de la question

M. Eric Dolige attire l'attention de M. le ministre du logement sur l'attribution de l'APL aux personnes âgées pensionnaires d'une maison de retraite publique autonome pour laquelle des travaux de rénovation ont été effectués sans l'attribution de prêts aidés par l'État (PLA, Palulos). C'est pourquoi il lui demande si les pensionnaires d'un tel établissement pourraient prétendre à l'APL à condition de remplir, d'une part, les conditions de ressources et, d'autre part, que les locaux répondent aux normes physiques déterminant cette allocation.

Texte de la réponse

Le champ d'application de l'APL est fixé à l'article L. 351-2 du code de la construction et de l'habitation et précise, s'agissant des logements-foyers, à l'article R. 351-56 : ne peuvent bénéficier de l'APL que les logements-foyers dont la construction, l'amélioration, ou l'acquisition suivie d'une amélioration a été financée par des aides de l'État ou par la participation des employeurs à l'effort de construction à hauteur d'au moins 20 p. 100. En conséquence, la possibilité d'attribuer l'APL aux pensionnaires de l'établissement mentionné, dépend exclusivement des conditions de financement de la construction ou de l'amélioration et de l'existence d'une convention conclue entre le propriétaire, le gestionnaire et l'État. En tout état de cause, si l'établissement en question ne rentre pas dans le champ d'application de l'APL, les pensionnaires peuvent bénéficier de l'allocation de logement à caractère social (ALS) qui est également octroyée sous conditions de ressources.

Données clés

Auteur : [M. Doligé Éric](#)

Circonscription : - RPR

Type de question : Question écrite

Numéro de la question : 8520

Rubrique : Logement : aides et prêts

Ministère interrogé : logement

Ministère attributaire : logement

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 29 novembre 1993, page 4222

Réponse publiée le : 21 février 1994, page 924